



Montreuil, le 27 avril 2026

La loi de programmation militaire au détriment de l'hôpital, du social et du médico-social !

Le 25 mars, le Premier ministre a annoncé une rallonge de 36 milliards aux 413 milliards de la loi de programmation militaire d'ici à 2030. 8,5 milliards rien que pour la fabrication de munitions, dont 3,5 milliards dès 2026.

À celles et ceux qui se demandaient d'où pouvait provenir une telle somme, on apprend ce 20 avril que l'exécutif prévoit 4 milliards d'économies sur les dépenses de l'État et 2 milliards sur celles de la Sécurité sociale.

La loi de programmation militaire, votée en 2023 par des députés, devait déjà coûter aux Français 413 milliards d'euros sur 7 ans ! Un budget sans précédent qui s'est accompagné de plans d'économie violents sur les autres budgets de l'État et de la Sécurité sociale. Priorité à l'effort de guerre !

Le gouvernement veut désormais y rajouter... 36 milliards de dépenses supplémentaires d'ici 2030. Tous ces milliards pour quoi ? Pour des munitions supplémentaires ? Pour un porte-avions nucléaire à 12 milliards d'euros ? In fine, des milliards pour préparer la guerre et ses massacres.

Le Haut Conseil des finances publiques prévient déjà que « cela marquera un net ralentissement » pour tous les autres budgets nécessaires à la population. La guerre sociale est déjà là par l'asphyxie des services publics, de l'école, de l'hôpital, du social et du médico-social... On a besoin d'argent à l'hôpital, pour le social et le médico-social !

L'examen de cette « mise à jour » budgétaire est prévu la semaine du 4 mai à l'Assemblée nationale puis en juin au Sénat. 36 milliards de plus pour un budget déjà colossal et qui a doublé depuis 2017 !

Nous appelons donc à un rassemblement à 14 heures, le 4 mai 2026 devant l'Assemblée nationale.

Nous vous invitons à participer à une conférence de presse sur place à l'heure du rassemblement.